

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Egalité des Chances, le 13 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections provinciales, aux élections communales et aux élections du Parlement européen", a donné le 2 août 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 13 juni 2000 door de Vice-Eerste Minister, Minister van de Gelijke Kansen verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot verzekering van een gelijke aanwezigheid van mannen en vrouwen op de lijsten van de kandidaturen voor de provinciale verkiezingen, voor de gemeente-verkiezingen en voor de verkiezingen van het Europees Parlement", heeft op 2 augustus 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le présent avant-projet tend à imposer la parité entre les hommes et les femmes se présentant sur les listes de candidatures aux élections provinciales, aux élections communales et aux élections du Parlement européen.

Par le passé, la section de législation a, à plusieurs reprises, relevé l'inconstitutionnalité de projets de loi tendant à imposer une présence minimale de représentants de chaque sexe sur les listes électorales (1).

Dans son avis L. 29.910/2, la section de législation a indiqué qu'afin d'écarter les objections soulevées par de tels projets, il conviendrait d'inscrire une disposition dans la Constitution visant à favoriser

(1) Avis L. 22.066/2, donné le 8 mars 1993, sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections législatives, provinciales et communales"; avis L. 22.885/2, donné le 17 novembre 1993, sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections", doc. parl., Chambre, n° 1316/1, session ordinaire 1993-1994; avis L. 29.910/2, donné le 3 avril 2000, sur un avant-projet de loi "visant à réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et à supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection des chambres législatives fédérales, du Parlement européen, du Conseil de la Communauté germanophone et des conseils provinciaux et communaux".

l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux (1).

Ainsi qu'en fait mention la demande d'avis, le Gouvernement a déposé une proposition de révision de la Constitution tendant à insérer un article 10bis dans la Constitution, dont l'alinéa 1er serait rédigé comme suit :

"Le droit des femmes et des hommes à l'égalité est garanti. La loi, le décret et la règle visée à l'article 134 favorisent l'égal exercice de leurs droits et libertés, et notamment leur égal accès aux mandats électifs et publics."

L'avis du Conseil d'Etat doit dès lors être émis sous la réserve expresse que le texte de l'article 10bis, alinéa 1er, qui sera finalement adopté sera bien conforme au texte ainsi proposé par le Gouvernement ou qu'en tout cas, s'il fait l'objet de modifications, il maintiendra la possibilité d'adopter les mesures envisagées par le projet examiné.

(1) Voir en ce sens, notamment, l'avis L. 21.990/VR du 18 décembre 1992 sur une proposition de loi spéciale "visant à achever la structure fédérale de l'Etat" (doc. parl., Sénat, sess. 1992-1993, n° 558/2, p. 2) et l'avis L. 22.885/2 du 17 novembre 1993 précité.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

L'intitulé du texte néerlandais doit être rédigé tel qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "Hoofdstuk I" au lieu de "Eerste Hoofdstuk" de même que "Algemene bepaling".

Article 2

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 2. A l'article 11, § 1er, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, et modifié par les lois des 11 avril 1994

.../...

et 24 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes : (la suite comme au projet).".

Le texte néerlandais du point 1 doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 3. A l'article 12 de la même loi, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, et modifié par la loi du 24 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :".

Au point 1, il convient de remplacer les mots "alinéas 7 à 10" par les mots "alinéas 7 et 8".

2. L'article 12, § 7, alinéa 2, 6°, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, permet aux listes qui ne respectent pas les règles relatives à leur composition équilibrée, visée par l'article 11, § 1er, alinéa 7, de la même loi, de déposer un acte rectificatif ou complémentaire. L'alinéa 3 de cette disposition précise que dans cette hypothèse, l'acte rectificatif ou complémentaire peut comprendre le nom d'un ou de plusieurs candidats nouveaux, mais que l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté ne peut être modifié.

.../...

L'article 11, § 1er, alinéas 7 et 8, en projet (article 2 du projet) institue une double règle, l'une portant sur le nombre de candidats de chaque sexe de la liste, l'autre sur l'ordre de présentation de ces candidats, les deux premières places devant être occupées par des candidats de sexe différent.

La question se pose dès lors de savoir s'il ne convient pas de modifier également l'article 11, § 1er, alinéa 3.

En effet, dans l'hypothèse d'une liste qui respecterait l'alinéa 7 de l'article 11, § 1er, en projet, mais qui ne serait pas conforme à l'alinéa 8 du même paragraphe, il paraît raisonnable de permettre le dépôt d'un acte rectificatif se limitant à modifier l'ordre de présentation.

La même observation vaut pour les articles 5 et 6 du projet, dans la mesure où l'article 26, § 3, de la loi électorale communale du 4 août 1932, d'une part, et l'article 22 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, d'autre part, renvoient à l'article 123 du Code électoral (2).

(2) Voir l'observation générale n° 4 faite à propos de l'avant-projet de loi assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections des chambres législatives fédérales, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et des Conseils de Communautés et de Régions (avis L. 30.289/2 donné le 3 août 2000).

Article 4

La phrase liminaire doit s'écrire de la manière suivante :

"Art. 4. A l'article 23, § 3, de la loi électorale communale, remplacé par la loi du 5 juillet 1976, et modifié par les lois des 24 mai 1994 et 7 juillet 1994, les alinéas 2 à 4, sont remplacés par les alinéas suivants : (la suite comme au projet).".

Article 5

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 5. A l'article 26, de la même loi, modifié par les lois des 24 mai 1994 et 26 juin 2000, sont apportées les modifications suivantes : (la suite comme au projet).".

Le texte néerlandais des subdivisions 1 et 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

.../...

"Art. 6. L'article 21bis de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, inséré par la loi du 24 mai 1994, et modifié par la loi du 26 juin 2000, est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme au projet).".

Article 7

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

OBSERVATIONS FINALES

Les divisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc. Cette observation vaut pour les articles 2, 3 et 5.

Le texte néerlandais de l'avis n'a pas été rédigé soigneusement. A ce propos, il est renvoyé aux propositions de texte faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het onderhavige voorontwerp strekt ertoe pariteit voor te schrijven tussen mannen en vrouwen die zich kandidaat stellen op de lijsten voor provincieraadsverkiezingen, gemeenteraadsverkiezingen en verkiezingen voor het Europees Parlement.

In het verleden heeft de afdeling wetgeving al herhaaldelijk opgemerkt dat wetsontwerpen die tot doel hebben te bepalen dat verkiezingslijsten een minimumaantal kandidaten van beiderlei kunne moeten tellen, ongrondwettig zijn (3).

In advies L. 29.910/2 heeft de afdeling wetgeving opgemerkt dat, om tegemoet te komen aan de bezwaren waartoe zulke ontwerpen aanleiding geven, in de Grondwet een

(3) Advies L. 22.066/2 van 8 maart 1993 over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige spreiding van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen"; advies L. 22.885/2 van 17 november 1993 over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen", Gedr. St., Kamer, nr. 1316/1, gewone zitting 1993-1994; advies L. 29.910/2 van 3 april 2000 over een voorontwerp van wet "tot beperking met de helft van de devolutieve kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, het Europese Parlement, de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en de provincie- en gemeenteraden".

bepaling zou moeten worden ingevoegd om de gelijke toegang van mannen en vrouwen tot door verkiezing verkregen mandaten te bevorderen (4).

Zoals in de adviesaanvraag wordt vermeld, heeft de Regering een voorstel tot herziening van de Grondwet ingediend om in de Grondwet een artikel 10bis in te voegen, waarvan het eerste lid als volgt zou luiden :

"Het recht van de mannen en van de vrouwen op gelijkheid is gewaarborgd. De wet, het decreet en de regel, bedoeld in artikel 134 van de Grondwet, bevorderen de gelijke uitoefening van hun rechten en vrijheden, en meer bepaald hun gelijke toegang tot de door verkiezing verkregen mandaten en de overheidsmandaten.".

Het advies van de Raad van State moet dus worden gegeven onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de tekst van artikel 10bis, eerste lid, die uiteindelijk zal worden aangenomen, in overeenstemming zal zijn met de aldus door de Regering voorgestelde tekst of dat die uiteindelijke tekst in elk geval, mochten er wijzigingen in worden aangebracht, de mogelijkheid zal blijven inhouden om de maatregelen te nemen die in het onderzochte ontwerp worden gepland.

(4) Zie in die zin inzonderheid advies L. 21.990/VR van 18 december 1992 over een voorstel van bijzondere wet "tot vervollediging van de federale Staatsstructuur" (Gedr. St., Senaat, zitting 1992-1993, nr. 558/2, blz. 2) en het voornoemde advies L. 22.885/2 van 17 november 1993.

BIJZONDERE OPMERKINGENOpschrift

Het opschrift behoort als volgt te worden gesteld :

"Voorontwerp van wet tot waarborging van een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op kandidatenlijsten voor provincieraadsverkiezingen, gemeenteraadsverkiezingen en verkiezingen voor het Europees Parlement.".

Aanhef

In het voordrachtformulier schrijve men : "Minister van Gelijke Kansen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Daarenboven behoort het woord "onze" met een hoofdletter te worden geschreven.

Dispositief

Men schrijve "Hoofdstuk I", niet "Eerste Hoofdstuk", alsook "Algemene bepaling".

.../...

Artikel 2

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 2. In artikel 11, § 1, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, vervangen bij de wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wetten van 11 april 1994 en 24 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

In punt 1 schrijve men :

"1. Het zevende en het achtste lid worden vervangen als volgt : voorts gelijk in het ontwerp, met dien verstande dat "mag het verschil" moet worden geschreven in plaats van "kan het verschil"".

De laatste opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 3

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 3. In artikel 12 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Punt 1 behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"In paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "zevende lid" vervangen door de woorden "zevende en achtste lid"."

2. Volgens artikel 12, § 7, tweede lid, 6°, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, mag voor lijsten die niet voldoen aan de regels omtrent de evenwichtige samenstelling ervan, zoals die bepaald is in artikel 11, § 1, zevende lid, van dezelfde wet, een verbeterings- of aanvullingsakte worden ingediend. In het derde lid van die bepaling wordt gepreciseerd dat de verbeterings- of aanvullingsakte in dat geval de naam van één of meer nieuwe kandidaten mag bevatten, maar dat de in de afgewezen akte aangenomen volgorde van voordracht niet mag worden gewijzigd.

Het ontworpen artikel 11, § 1, zevende en achtste lid (artikel 2 van het ontwerp) voert twee regels in : één over het aantal mannelijke en vrouwelijke kandidaten per lijst en één over de volgorde waarin die kandidaten worden voorgedragen, waarbij de eerste twee plaatsen door kandidaten van verschillend geslacht moeten worden bekleed.

De vraag rijst bijgevolg of artikel 11, § 1, derde lid, niet eveneens moet worden gewijzigd.

Als een lijst in overeenstemming is met het zevende, maar niet met het achtste lid van het ontworpen artikel 11, § 1, lijkt het immers redelijk dat de mogelijkheid wordt geboden om een verbeteringsakte in te

.../...

dienen waarin alleen de volgorde van voordracht wordt gewijzigd.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 5 en 6 van het ontwerp, voor zover artikel 26, § 3, van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 enerzijds, en artikel 22 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement anderzijds, naar artikel 123 van het Kieswetboek verwijzen (5).

Artikel 4

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. In artikel 23, § 3, van de gemeentekieswet, vervangen bij de wet van 5 juli 1976, en gewijzigd bij de wetten van 24 mei 1994 en 7 juli 1994, worden het tweede tot het vierde lid vervangen als volgt : (...).".

Artikel 5

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

(5) Zie algemene opmerking nr. 4 bij het voorontwerp van wet tot verzekering van een gelijke aanwezigheid van mannen en vrouwen op de lijsten van de kandidaturen voor de verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de raad van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en van de gemeenschaps- en gewestraden (advies L. 30.289/2, uitgebracht op 3 augustus 2000).

"Art. 5. In artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 24 mei 1994 en 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

In de punten 1 en 2 schrijve men "woorden" in plaats van "termen".

Artikel 6

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 6. Artikel 21bis van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, wordt vervangen als volgt : ...".

Artikel 7

In de Nederlandse tekst schrijve men "deze wet" in plaats van "de huidige wet" en "de eerste drie" in plaats van "de drie eerste".

Artikel 8

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Elk gremium evalueert binnen zes maanden nadat het verkozen is, de invloed van deze wet op het aantal vrouwelijke verkozenen in zijn midden.".

.../...

SLOTOPMERKINGEN

De zinnen moeten onderverdeeld worden in 1°, 2°, 3°, enz. Deze opmerking geldt voor de artikelen 2, 3 en 5.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is slordig gesteld uit een oogpunt van wetgevingstechniek en correct taalgebruik. Ten blijke daarvan zijn in het corpus van het advies verscheidene tekstvoorstellen gedaan, weliswaar onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen.

La chambre était composée de

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

J. MESSINNE,
P. VANDERNOOT,

J.-M. FAVRESSE,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par E. BOSQUET et exposée par M. Y. HOUYET, référendaires adjoints.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. E. BOSQUET en toegelicht door de H. Y. HOUYET, adjunct-referendarissen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

.../...